

TOUTES LES RUBRIQUES

[Portraits & Carrières](#) | [Trésorerie](#) | [Financements](#) | [Gestion d'actifs](#) | [Comptabilité](#) | [Droit & Fiscalité](#) | [Management & Stratégie](#) | [Technologies & Systèmes](#) | [Industrie financière](#) | [Secteur public](#) | [Economie & Marchés](#) | [Actualités des affaires](#)

GESTION D'ACTIFS

► Les fonds islamiques veulent faire concurrence aux fonds socialement responsables

► Après les fonds socialement responsables, place aux fonds islamiques dans les hit-parades de la gestion d'actifs. Depuis 1996, cette niche affiche un taux de croissance annuel de 12 à 15 %, et, aujourd'hui la centaine de fonds "islamiquement corrects" dans le monde disposent de plus de 5 milliards de dollars d'actifs sous gestion selon une enquête réalisée par Cerulli Associates. Des résultats encourageants qui suscitent l'intérêt des investisseurs, et plus encore des gérants, qu'ils soient musulmans ou non, d'ailleurs.

Assouplissement de la Charia

Finance et religion ne font pas bon ménage dans le monde arabe. « *Ceux qui bénéficient d'intérêts seront bannis comme ceux que le démon a rendus fous* ». Ce précepte coranique a longtemps entravé le fonctionnement des banques et des services financiers islamiques. Le respect de la Charia (lois issues de l'interprétation du Coran), dont la jurisprudence interdit le prêt d'argent contre intérêts, se révélait incompatible avec des produits financiers offrant plus-value et rendement. En 1995, la fatwa l'Académie Fiqh de Jeddah, en Arabie Saoudite, autorise les musulmans à détenir des actions. Conjointement, l'Académie assouplit le carcan religieux dans lequel étaient enfermées les banques. A l'aide d'une interprétation audacieuse du Coran, l'Académie autorisa la rémunération des services, non plus par des intérêts, mais par un système d'association aux profits réalisés par les banques. Une pirouette qui favorisa l'essor des banques islamiques : plus de 160 institutions financières, dont les encours s'élèvent à 110 milliards d'euros, proposent aujourd'hui une gestion islamique du patrimoine des croyants.

Les gérants de fonds n'ont pas tardé à saisir l'opportunité que l'Académie de Jeddah leur offrait sur un plateau. Dès 1996, des fonds islamiquement corrects étaient mis sur le marché. A l'instar des fonds éthiques, ces fonds *halals* (en conformité avec le Coran) fonctionnent sur le principe de l'exclusion. Les entreprises éligibles doivent s'accorder avec les préceptes de la Charia. Aucune chance d'y retrouver des entreprises qui produisent ou commercialisent de l'alcool, du porc, des armes ou du tabac. Certains fonds, plus engagés, excluent les entreprises de loisirs comme les majors hollywoodiennes, ou, et cela semble plus logique, celles de l'industrie pornographique. La sélection des actifs s'effectue généralement sous l'œil avisé d'un comité de docteurs en Charia qui examine la compatibilité des choix avec le Coran. Car pour l'instant, les sociétés de gestion peinent à recruter les gérants qualifiés pour interpréter la Charia qui leur permettraient de se débarrasser de l'agrément des comités coraniques.

Une sélection parcimonieuse des actifs

Le recours aux docteurs en Charia s'explique par la domiciliation des fonds islamiques. 70 % d'entre eux sont entre les mains de gérants occidentaux, peu familiarisés avec les subtilités du Coran. La plupart de ces fonds sont accessibles par les canaux traditionnels de la banque privée. Les banques occidentales, par le truchement de leurs filiales implantées dans le Golfe Persique notamment, sont très impliquées. Rien qu'à la City, une dizaine de fonds sont gérés par des *asset managers* anglais. Wellington Management Co., filiale de BNP Paribas, est un des plus actifs sur ce segment de marché. Elle a en charge la gestion des actifs de la Commercial Bank of Qatar, de la Bank of Kuwait et de la Saudia Arabi's National Commercial Bank. En plus de ses activités de gestion classique, Wellington propose deux fonds "islamiquement corrects". Le premier, Hegira Global Equity Fund, est destiné aux investisseurs institutionnels avec un droit d'entrée de 5 millions de dollars. Le second, Caravan Fund, ouvert à tout public ou presque - à l'exception des investisseurs de nationalité américaine qui n'y ont pas accès -, affiche un encours de 5,2 milliards d'euros.

Londres n'est pas la seule place à attirer les actifs islamiques. La Malaisie, avec 20 % des fonds *halals* mondiaux gérés, est le pôle financier musulman le plus entreprenant. Cette prééminence de Kuala Lumpur sur la finance islamique repose sur son système bancaire dual. Les banques commerciales classiques y sont tolérées dans la mesure où elles offrent des services sans prélever d'intérêts. Cette dualité a permis aux institutions bancaires locales de développer des placements conformes au Coran. Aujourd'hui 25 fonds actions ou obligations sont domiciliés en Malaisie. Conscient que les préceptes de la Charia sont un frein au développement de la finance islamique, le gouvernement malais a mis en place un Conseil des services financiers islamiques réunissant les représentants d'une dizaine de banques centrales de pays musulmans. Leur but : harmoniser le droit coranique financier afin

A lire aussi

[Mariage d'un crédit classique et d'un crédit islamique pour un financement d'infrastructure à Bahreïn](#)

[Fonds éthiques et religieux : les réponses de l'industrie financière lorsque les investisseurs sont motivés par des critères de sélection qui ne sont pas strictement financiers](#)

de faciliter l'essor des services bancaires dans les pays à dominante musulmane.

Effet marketing

Cette volonté d'uniformisation a de quoi réjouir les gérants de fonds islamiques. Si les démarches du Conseil aboutissent, les recommandations de ses membres pourraient leur ouvrir les portes d'un marché de grosses fortunes. Cependant, pour l'heure, les investisseurs des fonds islamiques sont, paradoxalement, surtout des non-musulmans plus attirés par les profits qu'ont pu générer ces fonds que par leur conformité avec la morale coranique.

Mais les fonds ne sont pas les seuls à susciter l'attention de la communauté financière. Le potentiel de croissance des entreprises *halals* intéresse de plus en plus les investisseurs. Wall Street ne s'y est pas trompé en lançant le Dow Jones Islamic Index qui suit de près 1.600 entreprises islamiques dont la capitalisation totale s'élève à 9.000 milliards de dollars.

Nul besoin d'être prophète en son pays pour se rendre à l'évidence que les fonds "islamiquement corrects" sont surtout une bonne opportunité pour les gérants. « *L'intérêt de ces fonds est plus marketing que financier* » reconnaît à demi-mot l'un d'entre eux. Si les droits d'entrée et les frais de gestion demeurent faibles, les résultats des fonds *halals* ont tout de même tendance à s'essouffler. Depuis le 1er janvier, le Caravan Fund de Wellington a perdu 17,35 % de sa valeur. Le Dow Jones Islamic Index a lui reculé de 19 % depuis le 11 septembre. Passé l'effet d'annonce, les fonds islamiques doivent désormais prouver leurs performances pour séduire de nouveaux investisseurs.

Geoffrey Dirat

source : bfinance - date : 08/08/2002

[> RETOUR](#) | [> IMPRIMER](#) | [> ENVOYER A UN AMI](#) | [> COMMENTER](#)

Noter l'article

			
<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

[> VALIDER](#)